



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PRÉFET DE LA RÉUNION**

Préfecture

Direction des Relations  
avec Les Collectivités Territoriales  
et du Cadre de Vie

Saint-Denis, le **20 AOUT 2013**

Bureau de l'Environnement

**1502** /SG/DRCTCV  
ARRÊTÉ N° -

Enregistré le **20 AOUT 2013**

Relatif au classement des digues existantes  
et fixant des prescriptions complémentaires à leur propriétaire ( **Le Port** )

LE PREFET DE LA REUNION  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-3, R. 214-112 à R. 214-147;

VU le décret 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages hydrauliques et modifiant le code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 29 février 2008 fixant des prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques ;

VU l'arrêté du 12 juin 2008 définissant le plan de l'étude de dangers des barrages et des digues et en précisant le contenu ;

VU la circulaire du 8 juillet 2008 relative au contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques au titre des dispositions mises en place par le décret 2007-1735 du 11 décembre 2007 ;

VU l'arrêté n°09-2835/SG/DRCTCV du 2 novembre 2009 relatif au classement des digues existantes de la Réunion ;

VU la circulaire du 16 avril 2010 fixant de nouvelles échéances pour la présentation des études de dangers ;

VU l'avis du CODERST en date du 30 avril 2013.

## CONSIDERANT :

- les caractéristiques techniques de la digue notamment sa hauteur ainsi que la population protégée sur les communes de la Réunion au sens de l'article R.214-113 du code de l'environnement ;
- que le propriétaire n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet du présent d'arrêté qui lui a été transmis ;
- qu'il existe à l'aval des digues listées en annexe 1 des enjeux soumis à des risques de submersion en cas de rupture ou de défaillance de l'ouvrage justifiant le surclassement pour assurer la prévention adéquate des risques que créent les ouvrages , en application de l'article R214-114 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## ARRETE

### TITRE I : Classe de l'ouvrage et mise en conformité

#### **Article 1 : Propriété et Classe de l'ouvrage**

La digue listée en annexe 1 située sur la commune du **Port** appartient à la commune sur toute leur longueur. Elle relève de la classe B.

La situation géographique figure sur l'annexe 2.

#### **Article 2 : Prescriptions relatives à l'ouvrage**

Le propriétaire et gestionnaire de la digue doit la rendre conforme aux dispositions des articles R. 214-122 à R. 214-124, **R. 214-140 à R. 214-142** et R. 214-147 du code de l'environnement , à l'arrêté du 29 février 2008 et à la circulaire du 16 avril 2010 suivant les délais et modalités suivantes :

#### **✓ Pour les digues de classe B :**

- constitution du dossier d'ouvrage avant le **15 novembre 2014**;
- description de l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation et la surveillance de l'ouvrage avant le **15 novembre 2014** ;
- production et transmission pour approbation par le préfet des consignes écrites avant le **15 septembre 2014** ;
- transmission à la DEAL du rapport de surveillance avant le **15 novembre 2014** puis tous les cinq ans ;

- transmission à la DEAL du compte-rendu des visites techniques approfondies avant le **15 novembre 2014** puis tous les ans ;
- Un diagnostic de sûreté tel que prévu par l'article 16 du décret du 11 décembre 2007 susvisé et l'article 9 de l'arrêté du 29 février 2008, est à réaliser avant le **15 novembre 2014** ;
- Une revue de sûreté est à réaliser avant le **15 novembre 2014** ;
- Une étude de dangers est à produire avant le **31 décembre 2014** .

## **Titre II : Dispositions générales**

### **Article 3 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 4 : Autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le pétitionnaire d'obtenir les autorisations ou de faire les déclarations requises par d'autres réglementations.

### **Article 5 : Publication et information des tiers**

Une copie de cet arrêté sera transmise à la Mairie du **Port**, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois .

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de la Réunion durant une durée d'au moins 12 mois.

### **Article 6 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs par le pétitionnaire et par les tiers dans un délai de quatre ans selon les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

## Article 7 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture ,

Le maire de la commune du **Port** ,

Le directeur de l'environnement de l'aménagement et du logement de la Réunion,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de La Réunion, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans la mairie du **Port**.

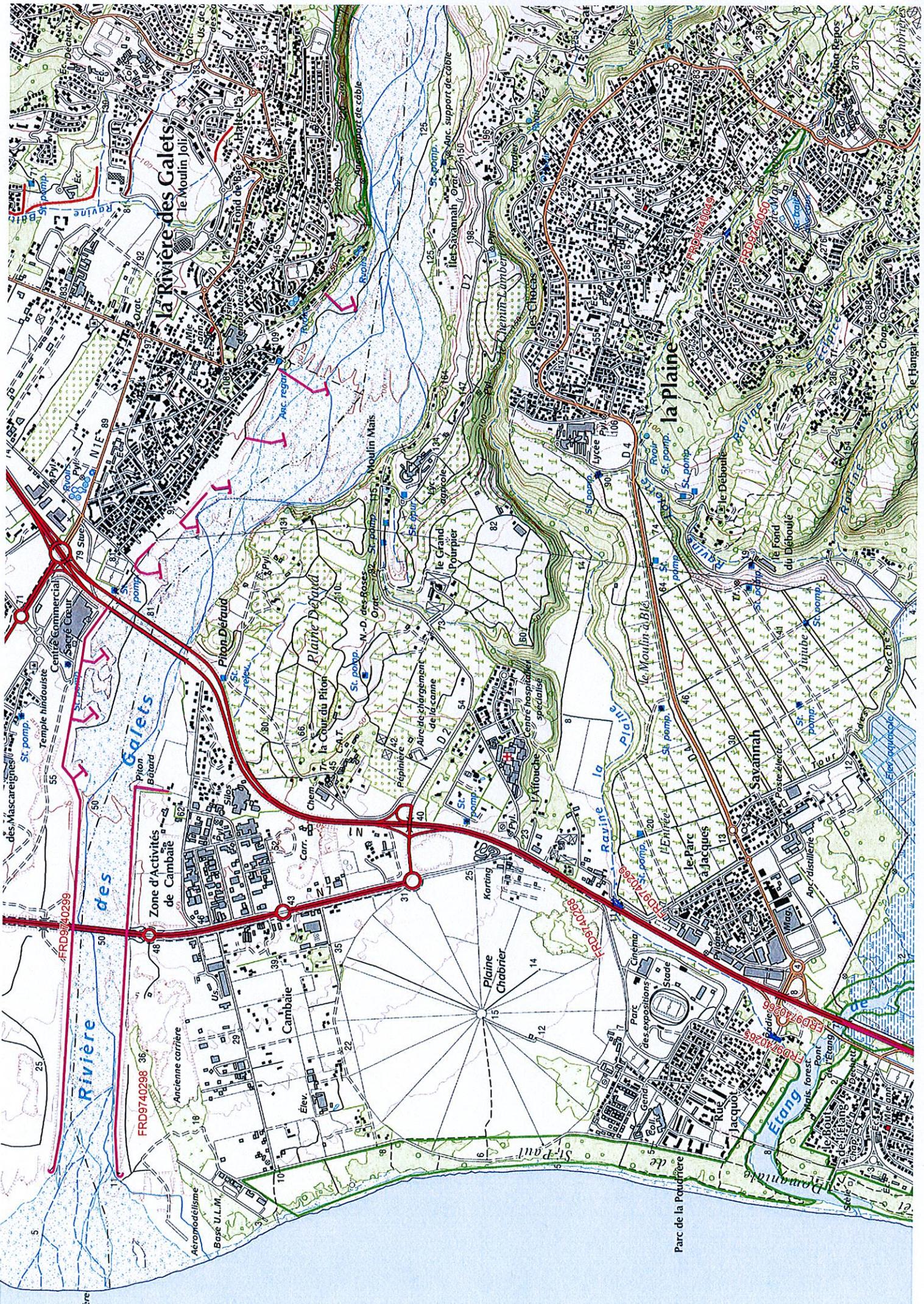
Le préfet

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

Xavier BRUNETIÈRE

CLASSEMENT DES OUVRAGES HYDRAULIQUES

Code ouvrage	Nom Ouvrage	Gestionnaire / Exploitant	Propriétaires au niveau des tronçons	H max / TN (m)	L cumulée des tronçons ( m)	Nom de la zone protégée potentielle	S zone protégée	Nbre d'habitants de la zone protégée potentielle	Classe ouvrage	Remarque
FR09740289	ENDUCIEMENT DE LA RIVIERE DES GALETS / LE PORT	SIVU RIVIERE DES GALETS	COMMUNE DU PORT	8.0	4483.0	VILLE DU PORT	100-1 000 ha	10 000-49 999	B	



Parc de la Poudre